

Ville de GRASSE

Département des Alpes Maritimes



Avenant n° 6

Au contrat de délégation du service
public de l'Assainissement

Enregistré en Sous-préfecture

Le 12 octobre 2007



ENTRE LES SOUSSIGNÉS :

La Ville de **GRASSE**, représentée par Monsieur **Jérôme VIAUD**, **son Maire**, agissant en cette qualité et autorisé aux fins des présentes par délibération du Conseil Municipal en date du 2017,

et dénommée ci-après « la Collectivité »

d'une part,

ET,

SUEZ Eaux France (ex Lyonnaise des Eaux), société à actions simplifiée au capital de **422.224.040 euros**, ayant son siège social à la **Tour CB 21 – 16, place de l'Iris – 92040 Paris la Défense**, inscrite au registre du commerce et des sociétés de **Nanterre** sous le numéro **410 034 607 03064**, représentée par **Monsieur Hervé MADIEC**, Directeur de Région Provence Alpes Cotes d'Azur, agissant en cette qualité en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués,

et dénommée ci-après « le Délégataire »

d'autre part,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

EXPOSÉ PRÉALABLE

Par contrat de Délégation enregistré en Sous-Préfecture de Grasse le 12 octobre 2007, la Commune de Grasse a confié la gestion de son service d'assainissement à la Société Lyonnaise des Eaux devenue désormais **SUEZ Eau France**.

Le contrat a été modifié par cinq avenants :

- Avenant n°1 visé par la Sous-Préfecture le 29 juin 2009 ;
- Avenant n°2 visé par la Sous-Préfecture le 17 novembre 2010 ;
- Avenant n°3 visé par la Sous-Préfecture le 9 janvier 2013 ;
- Avenant n°4 visé par la Sous-Préfecture le 14 novembre 2014 ;
- Avenant n°5 visé par la Sous-Préfecture le 15 novembre 2016.

Le contexte de la signature du présent avenant est le suivant :

Premièrement,

La Collectivité et le Déléataire ont procédé à l'analyse de l'organisation et de l'efficience du service public d'assainissement dans le cadre de la révision quinquennale prévue au contrat (article 39, 1^{er} alinéa).

Les parties ont en conséquence décidé de modifications permettant :

- L'adéquation des missions du service à la réalité constatée et l'optimisation de la performance des réseaux de collecte : diminution des engagements d'Inspection Télévisées des réseaux de 12 km à 6 km par an ;
- La modification du plan prévisionnel de renouvellement tenant compte des opérations réalisées et des besoins moyens termes : quitus des opérations réalisées à fin décembre 2017, nouveau plan valorisé pour la période résiduelle du contrat ;
- La prise en compte éventuelle sur les ouvrages d'épuration, des effluents issus de l'activité oléicole ;
- Le reversement à l'économie du contrat des aménagements ainsi opérés dans le bilan quinquennal partagé, conduisant à une baisse du tarif.

Deuxièmement,

L'indice 351 107 représentant le coût de l'électricité tarif vert et présent dans la formule d'indexation des tarifs (article 32.2), a été supprimé et remplacé par l'indice 351 11 403, définissant le même coût de l'électricité pour des contrats d'énergie souscrits supérieurs à 36 KVA. Le coefficient de raccordement des indices est de 1,1762.

La formule d'actualisation des tarifs est donc modifiée en remplaçant l'indice 351 107 par l'indice 351 11 403.

Troisièmement,

Les ouvrages de la Station d'Épuration de Marigarde sont en cours de déconnexion et doivent donc être sortis du périmètre délégué.

Conformément aux dispositions des articles 39-5^e alinéa et 57, ce retrait de bien délégué donne droit à révision des dispositions contractuelles.

Quatrièmement,

Le sécheur de boues installé sur l'usine de la Paoute, dans le cadre de l'avenant 1 au contrat de base, est à l'arrêt depuis le mois de décembre 2014, suite à un début d'incendie dans la trémie de stockage des boues séchées.

La Collectivité et son délégataire ont décidé d'acter dans le présent avenant l'arrêt actuel du sécheur dans l'attente de la position des autorités administratives sur ce dossier.

Ainsi, les modifications apportées par le présent avenant ont pour objet, d'une part, d'améliorer la qualité du service rendu à l'utilisateur et, d'autre part, de diminuer le tarif de ce service, engendrant de ce fait une baisse du chiffre d'affaire du contrat initial.

En outre, en vertu de l'article 36 du décret 2016-84 du 01/02/2016, le montant des modifications apportées par le présent avenant étant inférieures au seuil européen et à 10 % du montant du contrat initial, lesdites modifications ne sont pas substantielles.

En conséquence les parties ont convenu des dispositions suivantes :

ARTICLE 1 – OBJET DE L'AVENANT

Le présent avenant a pour objet de :

- Diminuer les engagements d'inspection télévisée des réseaux ;
- Acter les opérations de renouvellement et leurs valorisations financières réalisées jusqu'au 31 décembre 2017 ;
- Modifier le plan de renouvellement pour la durée résiduelle du contrat ;
- Réviser la formule d'actualisation des tarifs en substituant l'indice électricité supprimé par l'INSE par celui le remplaçant ;
- Sortir du périmètre délégué les ouvrages de la station d'épuration de Marigarde ;
- Acter l'arrêt temporaire d'exploitation du sécheur de boues de la Paoute ;
- Intégrer l'ensemble de ces aménagements dans l'économie globale du contrat conduisant à une baisse du tarif et modifier les documents contractuels afférents.

ARTICLE 2 – MODIFICATION DES CONDITIONS PARTICULIERES

La station d'épuration de Marigarde et l'ensemble de ses ouvrages sont retirés du patrimoine délégué à compter de la date effective de déconnexion qui fera l'objet d'un procès-verbal établi par le Délégataire et remis à la Collectivité.

Les alinéas 3, 5 et 13 de l'article 5 du contrat, intitulé « Conditions particulières », sont abrogés et remplacés par ce qui suit :

« 3. Programme d'autosurveillance

Le Délégataire doit établir dans les trois mois à compter de l'entrée en vigueur du Contrat, les manuels d'autosurveillance correspondants aux systèmes d'assainissement composant la structure globale d'assainissement de la Collectivité (réseaux et stations d'épuration), conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 décembre 1994.

Le Délégataire s'engage à prendre à sa charge et à réaliser le programme d'autosurveillance défini dans ces manuels qui seront validés par la Collectivité, la Police de l'Eau et l'Agence de l'Eau.

Pour cela, le Délégataire mettra en place, dans les six premiers mois du contrat, les équipements nécessaires à la partie autosurveillance des réseaux, comprenant deux débitmètres (square Bellaud et avenue Jean XXIII) et une vanne de sectionnement (route de La Marigarde).

<i>Désignation</i>	<i>Programme annuel (nombre de bilans)</i>
Stations d'épuration :	
➤ Station d'épuration « La Paoute urbaine »	<ul style="list-style-type: none">- Débit: 365- DBO5, DCO, MES: 52- NTK, NH4, NO2, NO3, Pt :12- Boues: 52

➤ Station d'épuration « La Paoute industrielle » *	- Débit: 365 - DBO5, DCO, MES: 52 - NTK, NH4, NO2, NO3, Pt: 12
➤ Station d'épuration « Les Roumigières »	- Débit: 365 - DBO5, DCO, MES: 24 - NTK, NH4, NO2, NO3, Pt: 6 - Boues: 24
➤ Station d'épuration de « Plascassier »	- Débit : 365 - DBO5, DCO, MES : 12
Structure de collecte et de transfert (réseaux) :	
➤ Réseaux ERU et ERI :	Défini dans les manuels d'autosurveillance à mettre en place

*ancienne station. Le programme de la nouvelle unité de traitement sera défini dans le nouvel Arrêté d'exploitation à mettre en place. »

« 5. Inspections télévisées sur les réseaux d'assainissement »

Afin de pouvoir assurer :

- les réparations dans les meilleures conditions ;
- remédier aux malfaçons éventuelles ;
- permettre à la Collectivité de programmer et de réaliser les opérations de réhabilitation, et améliorer ses installations.

Le Déléguataire s'engage à procéder, sur la durée du Contrat, à l'inspection télévisée des réseaux définie dans les conditions suivantes :

- ❑ en situation courante (programme systématique) : **6 km par an** ;
- ❑ lors de désordres particuliers observés sur voirie (opérations ponctuelles) : **1 km par an**.

Avant toute inspection télévisée, l'hydrocurage est dû par le Déléguataire au titre des prestations du présent Contrat (y compris dégagements des regards, opérations de pompage ou de dérivation d'effluents et mise en décharge des produits de curage).

Les opérations d'inspections et de curage se feront selon un programme prévisionnel mis au point entre la Collectivité et le Déléguataire.

Ce programme sera suivi au fur et à mesure de l'avancement des prestations, de la remise sur version informatique à la Collectivité des films (format "avi" +1 fichier pour chaque tronçon entre éléments de regard) et d'un rapport avec photographies commentées (format « pdf ») indiquant les différentes anomalies constatées sur le réseau et les branchements.

Dans le cas particulier de réseaux privés susceptibles d'être intégrés au domaine public délégué, les opérations préalables à la réception telles que demandées par l'Agence de l'Eau (IN, étanchéité des réseaux), seront réalisées par le Déléguataire aux frais du demandeur privé et sur la base du bordereau des prix joint au présent Contrat. La Collectivité préviendra les aménageurs privés de cette obligation. »

« 13. Opérations à caractère pédagogique et de sensibilisation du public à la protection de l'environnement »

Dans le cadre de sa politique d'information et de communication, la Collectivité peut organiser des visites des stations d'épuration à l'intention du public et des scolaires sur les stations d'épuration de « La PAOUTE » et de « ROUMIGUIERES ».

Les dates de ces visites sont fixées d'un commun accord entre la Collectivité et le Délégué.

Le Délégué s'engage à mettre à disposition de la Collectivité lors de ces visites, un membre de son personnel compétent pour expliquer au public le fonctionnement de la station d'épuration et prendre toutes les mesures pour assurer la sécurité du public. Il doit mettre en place un circuit pédagogique de visite balisé et sécurisé. »

Le tableau de l'article 68 du contrat, « Répartition des catégories de travaux » est mis à jour des nouvelles dispositions d'Inspection Télévisées, comme suit :

«

NATURE DES TRAVAUX ET PRESTATIONS	EXECUTEES PAR	A LA CHARGE DE
Recherche des fuites ou arrivées d'eaux parasites, inspection par caméra		
– Jusqu'à 7 000 ml par an	Délégué	Délégué
– Au-delà de 7 000 ml /an	Délégué	Collectivité

»

ARTICLE 3 – SECHEUR DE BOUES

Le Délégué fait son affaire du traitement des boues dans le cadre de l'application du contrat en vigueur, conformément aux dispositions de l'article 64.

Les nouvelles conditions économiques liées à l'arrêt d'exploitation du sécheur et au ~~nouveau~~ traitement des boues sont intégrées au compte d'exploitation prévisionnel joint au présent avenant (annexe 1).

En parallèle, les parties conviennent que les montants affectés au renouvellement des ouvrages du sécheur, pour la période résiduelle du contrat, pourront être utilisés pour le financement d'études techniques liées à la sécurisation du site, ou tout autre travaux en lien avec ce dossier.

ARTICLE 4 – RENOUVELLEMENT

La Collectivité donne quitus au Délégué de la réalisation complète de ces obligations de renouvellement patrimonial, arrêtées à la date du 31/12/2017.

Pour les opérations susvisées, la Collectivité ne pourra, réclamer aucune indemnité ou pénalité à l'échéance du contrat et en contrepartie le Délégué ne pourra réclamer aucune indemnité du fait du manque à gagner.

La Collectivité et le Délégué ont dressé un nouveau plan de renouvellement pour la période résiduelle du contrat, joint au présent avenant (Annexe 2).

ARTICLE 5 – REMUNERATION DU DÉLÉGATAIRE

L'article 32 du contrat, intitulé « Rémunération du Déléataire » est abrogé et remplacé par ce qui suit :

« ARTICLE 32 : REMUNERATION DU DELEGATAIRE

1. Rémunération de base

a/ Auprès des Usagers du service

En contrepartie des charges qui lui incombent en exécution du présent Contrat, le Déléataire perçoit auprès des usagers du Service une rémunération R_0 , composée d'une partie fixe et une partie proportionnelle à la consommation d'eau, dont les valeurs de base sont fixées à :

- Partie fixe annuelle (abonnement):

Diamètre du compteur d'eau potable	Partie fixe annuelle (euros H.T./an – valeur 2008)
15 mm	54,20
20 mm	130,70
25 mm	204,10
30-32 mm	293,70
40 mm	521,30
50 mm	814,90
60-65 mm	1 174,70
80 mm	2 085,00
100 mm	3 259,70
150 mm	7 341,60
200 mm	11 012,40

- Partie proportionnelle à la consommation d'eau potable relevée au compteur d'eau et/ou aux autres sources d'eau rejetées au réseau d'assainissement issues d'autres sources d'eau que le réseau public d'eau potable:

Tranche annuelle de consommation (m³/an)	Partie proportionnelle (euros H.T./m³ – valeur 2008)
T1 : 0 – 30	0,6917
T2 : 31 - 120	0,8700

T3 : 121 – 1 000	1,2885
T4 : 1 001 – 6 000	1,1998
T5 : Supérieure à 6 000	1,0126

Ces tarifs seront complétés automatiquement au 1^{er} janvier 2018 de +0,028 € H.T/m³ (valeur 2008), dans le cas où la station de Marigarde ne serait pas déconnectée au 31 décembre 2017 et ce, jusqu'à la date de déconnexion effective constatée par procès-verbal entre la Collectivité et le Déléataire.

Ces valeurs de base s'entendent pour les conditions économiques connues à la date de signature du présent contrat, et pour les installations visées à l'article 56 ci-après. Elles ont été établies au vu, notamment, des comptes d'exploitation prévisionnels joints au présent contrat (annexe 10).

La facturation sera effectuée, pour les conventions simplifiées, en même temps que celle de l'eau potable par le gestionnaire du service d'eau potable, et par le Déléataire pour les conventions spéciales, à la fréquence déterminée dans ladite convention.

La partie fixe annuelle est perçue d'avance, par moitié, chaque semestre.

La Partie proportionnelle est perçue à terme échu de chaque période de facturation.

b/ Auprès des Clients d'activités artisanales ou industrielles :

En contrepartie des charges qui lui incombe dans le cadre des prestations de réception des matières de vidange et de traitement des margines, le Déléataire perçoit auprès des vidangeurs une rémunération dont la valeur de base est fixée à :

- Réception et traitement des matières de vidange :

$$RV_0 = 3,60 \text{ € HT / m}^3$$

Date de valeur : 1^{er} janvier 2010

- Réception et traitement des effluents oléicoles (marges) :

$$M_0 = 28,00 \text{ € HT / m}^3$$

Date de valeur : 1^{er} janvier 2018

Ces tarifs de base seront actualisés au 1^{er} janvier de chaque année par application du coefficient **K** défini à l'article 32.2 du contrat.

2. Évolution de la rémunération du Déléataire

La rémunération applicable chaque année s'obtient en multipliant les prix de base **R₀**, **RV₀** et **M₀**, par un coefficient **K**, représentatif des conditions économiques, calculé au 1^{er} janvier de chaque année et défini comme suit :

$$K = 0,15 + 0,39 \frac{ICHT - E}{ICHTS10} \times 1,43 + 0,08 \frac{35111403}{40.10.100} \times 1,0332 \times 1,1762 + 0,12 \frac{TP10a}{TP10a0} + 0,19 \frac{Im}{Im0} + 0,07 \frac{FSD3}{FSD30}$$

Formule dans laquelle :

Indice	Descriptif de l'indice	Valeur de base « 0 »	Source
ICHT-E	Indice national du coût horaire du travail Production et distribution d'eau, assainissement, gestion des déchets et dépollution (hors effet CICE)	-	INSEE ou Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment
ICHTTS1	Indice supprimé, raccordé avec un coefficient de 1.43	136,30	MTPB n° 5407 du 13/07/2007
35111403	Indice de l'électricité vendu aux entreprises ayant souscrit un contrat pour capacité supérieure à 36 KVA	-	Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment
40.10.10	Indice supprimé deux fois, raccordé avec les coefficients de 1.0332 et 1.1762	105,00	MTPB n° 5411 du 10/08/2007
TP10a	Indice national de prix de Travaux Publics, canalisations, égouts, assainissement et adduction d'eau avec fournitures de tuyaux	114,20	MTPB n° 5410 du 03/08/2007
Im	Indice des frais d'utilisation de matériel de chantier	1,6152	MTPB n° 5407 du 13/07/2007
FSD3	Indice des frais et service divers de catégorie 3	110,10	MTPB n° 5410 du 03/08/2007

Les valeurs sans indice de ces paramètres sont celles connues au 1er janvier de chaque année.

Le Déléataire fournit à la Collectivité les tarifs révisés au plus tard le 15 janvier de chaque année.

Le coefficient K ainsi calculé est arrondi au cent millième le plus proche (5 décimales).

Les tarifs ainsi indexés sont arrondis à deux décimales pour la partie fixe et à quatre décimales pour la partie proportionnelle.

Dans le cas où l'un des paramètres entrant dans la formule ci-dessus viendrait à ne plus être publié, les parties signataires auraient à se mettre d'accord par un simple échange de courriers sur son remplacement par un nouveau paramètre équivalent, sans nécessité d'avenant au contrat et la régularisation sera alors indiquée à l'occasion d'un avenant ultérieur. »

ARTICLE 6 – DATE D'EFFET ET AUTRES CLAUSES

L'avenant prendra effet à la date de sa notification au Déléataire, sous réserve de sa transmission préalable en Préfecture.

Toutes les dispositions du Contrat d'Affermage et de ses avenants n°1 à 5, non expressément modifiées par le présent avenant n° 6 demeurent applicables.

ARTICLE 7 – ANNEXES

Les documents suivant sont annexés au présent avenant :

Annexe 1 : Compte d'Exploitation Prévisionnel Pluriannuel, annule et remplace l'annexe 11 du contrat ;

Annexe 2 : Programme Prévisionnel de Renouvellement, annule et remplace l'annexe 9 du contrat.

Fait en trois exemplaires originaux à Grasse, le

2017.

Pour la Collectivité,
Le Maire,

Pour le Déléataire,
Le Président,

M. Jérôme VIAUD.
(Tampon et Signature)

M. Hervé MADIEC.
(Tampon et Signature)

ANNEXE 1

Compte d'Exploitation Prévisionnel Pluriannuel

ANNEXE 2

Programme Prévisionnel de Renouvellement

